

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 La Roche sur Yon
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 10 Juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Communauté de communes du Pays des Herbiers

6 rue du Tourniquet
CS 40405
85500 Les Herbiers

Références : D24.0251
Code AIOT : 0006306866

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2024 dans l'établissement Communauté de communes du Pays des Herbiers implanté La Trébussionnière 85500 Les Herbiers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Communauté de communes du Pays des Herbiers
- La Trébussionnière 85500 Les Herbiers
- Code AIOT : 0006306866
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie située lieu-dit « La Trébussionnière » sur la commune des Herbiers (85 500) est une installation de collecte de déchets dangereux et non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets. Elle est exploitée par la Communauté de communes du Pays des Herbiers qui bénéficie de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 04-DRCLE/1-168 du 31 mars 2004.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 4.4.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 8.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 3.7.4	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 8.3.2	Sans objet
5	Clôtures de l'installation	Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 3.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Stockage des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 3.6.3	Sans objet
7	Entretien du séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 4.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté au cours de ce contrôle deux écarts, pour lesquels l'exploitant devra justifier de mesures correctives sous un délai de 1 mois (contrôle des rejets aqueux et installations électriques).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 4.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites de rejet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.4.3 : Eaux pluviales</p> <p>Les eaux pluviales sont collectées séparément des autres types d'effluents et rejetées vers le milieu naturel via le bassin d'orage mentionné à l'article 4.3.4. en respectant les valeurs limites suivantes après avoir été débarrassées des débris solides :</p> <p>Température inférieure à 30°C ;</p> <p>pH compris entre 5,5 et 8,5 ;</p> <p>MEST <35 mg/l</p> <p>DCO5 < 125 mg/l</p> <p>Hydrocarbures totaux < 10 mg/l</p> <p>Une analyse annuelle est réalisée sur un échantillon ponctuel. Le résultat de ce contrôle, ainsi que les conditions de prélèvement, est tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière analyse des eaux pluviales réalisée par le Laboratoire de l'Environnement et de l'Alimentation de la Vendée (LEAV) date du 23 décembre 2020. L'exploitant n'a pas réalisé de surveillance des rejets dans l'eau de son site pour les années 2021, 2022 et 2023.</p> <p>L'exploitant a néanmoins justifié à l'inspection, qu'une analyse des eaux rejets est en cours de réalisation pour l'année 2024. Les prélèvements ont été effectués le 02 juillet 2024 et transmis au LEAV pour analyse.</p> <p>L'inspection considère qu'il s'agit néanmoins d'une non-conformité et rappelle à l'exploitant qu'il doit faire réaliser tous les ans par un organisme agréé une analyse de ses rejets dans l'eau.</p> <p>L'exploitant doit préciser les actions correctives engagées et justifier du respect des valeurs limites de rejets.</p> <p>Pour cela un transmettra sous 1 mois le rapport d'analyse de ses eaux de rejets. Au vu des résultats de cette analyse, des suites administratives pourront être engagées le cas échéant.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour justifier du respect des valeurs limites de rejets de son site, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, sous un délai de 1 mois :

- un rapport d'analyse de ses eaux de rejets réalisé par un laboratoire agréé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 3.7.4

Thème(s) : Autre, Nettoyage du site

Prescription contrôlée :

Article 3.7.4 : Propreté du local et hygiène

La fosse ou l'aire est nettoyée avant la fermeture journalière ; elle est désinfectée en tant que de besoin. Les sols de l'établissement seront maintenus propres.

Toutes les voies de circulation et de stationnement sont régulièrement nettoyées et entretenues. Les éléments légers qui se seraient dispersés dans l'enceinte de l'établissement doivent être ramassés.

Si le transport vers le centre de traitement n'est pas effectué en caisson fermé, les résidus seront recouverts, avant leur sortie de la station, d'une bâche ou d'un dispositif de couverture efficace.

[...]

Constats :

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que le site est correctement nettoyé et que l'exploitation de la déchetterie ne génère pas de dispersion de poussière, papiers, boues, déchets sur les voies publiques et les zones environnantes.



La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 8.1.4

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : Article 8.1.4. : Installations électriques Les installations sont réalisées conformément aux normes en vigueur et à l'arrêté du 31 mars 1980 dans les locaux à risque d'explosion. Les installations, notamment les prises de terre, sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent, et maintenues en bon état. Les rapports de visite sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite l'exploitant n'a pas fourni de rapport de vérification des installations électriques. Néanmoins l'exploitant a été en mesure de justifier qu'un contrôle périodique des installations électriques de son site, a été réalisé par la société SOCOTEC le 1 ^{er} juillet 2024. Le rapport est en cours de rédaction. En attente de pouvoir consulter les conclusions de ce rapport ce constat est noté en « susceptible de suites ».
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Pour le contrôle des installations électriques du site, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, <u>sous un délai de 1 mois</u> : <ul style="list-style-type: none"> un rapport de vérification des installations électriques établie par un organisme agréé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Article 8.3.2 : Moyens de lutte Le dispositif de lutte contre l'incendie comprend des poteaux normalisés (NFS 61.213) dont le nombre et la disposition sont déterminés en concertation avec le service départemental d'incendie et de secours. Ils sont réceptionnés par le service départemental d'incendie et de secours. A défaut de mise en place d'un tel équipement, des mesures de substitutions sont étudiées et mises en place en accord avec ce service. Des extincteurs appropriés aux risques et en nombre suffisant sont disposés à des emplacements signalés et aisément accessibles, dans les ateliers, les dépôts de produits et de marchandises, ainsi que dans le local de chaufferie. [...]

Constats :

L'inspection a pu constater que le site est équipé des moyens d'incendie suivants :

- 4 extincteurs, un dans le local du personnel, un dans le local de stockage des produits dangereux et 2 dans le bâtiment de l'écocyclerie ;
- Une réserve incendie souple de 250 m³ (référence SDIS : 109-0463) situé à l'entrée du site. Cette dernière est mutualisée avec le centre de transit, de déchets industriels banals et dangereux BRANGEON Recyclage et gérée par la communauté de communes du Pays des Herbiers. Une convention définissant les modalités d'accès, de gestion et d'entretien de cette réserve incendie a été établie.



Les extincteurs ont été contrôlés le 21 novembre 2023 par la société SAFE.

Ces moyens ne font pas l'objet d'observations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Clôtures de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 3.2

Thème(s) : Autre, Clôture de l'installation

Prescription contrôlée :

Article 3.2. Clôture

Les installations doivent être entourées d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles d'une hauteur minimale de 2 mètres. Elle doit être implantée et aménagée de façon à faciliter toute intervention ou évacuation en cas de nécessité (passage d'engins de secours). Un accès principal et unique, muni d'un portail fermant à clé, doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a pu constater que le site est entièrement clôturé. Il est équipé d'un portail en bon état permettant d'en interdire son accès en dehors des heures d'ouvertures.



La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Stockage des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 3.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Local d'entreposage des produits dangereux

Prescription contrôlée :

Article 3.6.3. Apport de déchets ménagers spéciaux

Tout apport de déchets ménagers spéciaux fait l'objet d'une surveillance particulière. A l'exclusion des huiles et des piles, ces déchets sont réceptionnés par le personnel habilité de la déchetterie qui est chargé de les ranger sur les aires ou dans les locaux spécifiques de stockage selon leur comptabilité et leur nature. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.

Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, les locaux ou aires de stockage des déchets ménagers spéciaux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles et de piles).

Constats :

L'inspection a pu constater que les produits/déchets dangereux sont stockés à l'abri des intempéries dans un local spécifique fermé inaccessible au public (local DMS).

Ce local est ventilé. Le sol des aires de stockage et de manipulations est étanche, incombustible et sur rétention. Les réceptacles des déchets dangereux comportent des étiquettes associées au caractère de danger présenté par le déchet stocké.



La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Entretien du séparateur d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2004, article 4.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien du séparateur d'hydrocarbures
Prescription contrôlée : Article 4.1.3. Entretien des réseaux Les ouvrages de rejets et les équipements de traitement intermédiaires (séparateur d'hydrocarbures, bassin d'orage, bassin de décantation, etc.) sont régulièrement visités et nettoyés.
Constats : Le dernier entretien du séparateur d'hydrocarbures a été effectué le 13 septembre 2023. Les déchets ont été pris en charge par la société ORTEC SERVICE ENVIRONNEMENT. L'inspection a pu consulter le BSD associé (bordereau n°BSD-20230912-M9B6MD9R3 6079 2309 192915) qui est conforme. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite